

L'industrie suisse vit des heures sombres mais n'envisage pas vraiment de produire plus sur sol américain

Les firmes misent sur l'Europe

MAUDE BONVIN

Droits de douane ► Franc fort et faiblesse de la demande mondiale. L'industrie des machines ne voit pas le bout du tunnel. «Et avec le marteau douanier américain, notre branche encaisse un nouveau coup dur», déplore le président de Swissmem, Martin Hirzel. Près de deux tiers des entreprises du secteur commercent avec les Etats-Unis.

Le président de l'organisation faîtière de l'industrie tech n'a pas peur des mots: «Nous avons tous appris à l'école qu'après deux trimestres consécutifs de baisse de la performance économique, on parle de récession. Dans notre branche, cela fait plus de deux ans que les chiffres d'affaires sont en recul.» Un repli qualifié d'historique.

Et la pente n'est pas près d'être remontée: les entrées de commandes ont diminué de plus de 13% entre le premier et le deuxième trimestre de cette année.

Conséquence: les usines ne tournent pas à plein régime. Quatre PME helvétiques sur dix, actives dans l'industrie mécanique, électrique ou encore métallurgique, enregistrent des pertes dans leurs activités en raison des barrières commerciales américaines, signale la presse alémanique.

Chômage partiel

Selon une enquête menée par l'association Swissmechanic, des dizaines de milliers d'emplois sont menacés. L'industrie tech a déjà perdu plus de 3000 postes de travail entre mars et juin. Près de 60% des firmes interrogées par Swissmem prévoient par ailleurs de stopper les embauches. Et elles sont 37% à envisager des restructurations.

Pour préserver l'emploi, Swissmem demande au Parlement fédéral de prolonger le chômage partiel de 18 à 24 mois. Les élus fédéraux devraient bientôt empoigner cette

question. Pour le président de l'association faîtière, le temps presse. Et de marteler que les entreprises ont besoin de cette respiration pour se tourner vers de nouveaux marchés et développer de nouveaux produits. Selon l'association, il est donc primordial d'étendre les accords de libre-échange, tout en donnant un coup d'accélérateur aux futurs accords bilatéraux entre Berne et Bruxelles.

Pas de subventions

Afin de maintenir l'activité industrielle en Suisse, la Confédération ne devrait-elle pas se doter d'une politique industrielle?

mem réfléchissent à un transfert d'activité vers l'Union européenne (UE), taxée elle à hauteur de 15% sur sol américain. Seules 12% d'entre elles examinent la possibilité de produire davantage aux Etats-Unis, en raison notamment de la pénurie de main-d'œuvre qui sévit sur sol américain.

Swissmem a dans ce sens rassemblé une dizaine de revendications qu'il a transmises au Conseil fédéral et aux parlementaires sous la Coupole. Parmi elles, figure un gel des coûts sociaux. «Le parlement examine

tout un éventail de nouvelles dépenses: 10 milliards supplémentaires pour l'AVS, des moyens accrus pour les crèches et le financement d'un congé paternel ou parental. Les coûts salariaux indirects augmenteraient encore de 1,2%. Ce n'est plus supportable», avertit Martin Hirzel.

L'Union syndicale suisse (USS) reconnaît elle qu'un droit de douane de 39% représente une charge importante pour les branches exportatrices concernées. Selon la faîtière syndicale,

il n'y a toutefois pas lieu de céder à la panique ni de profiter de la situation pour formuler des revendications au détriment des travailleurs. «Pour renforcer la compétitivité, il faut revaloriser les emplois industriels en investissant dans la formation initiale et continue et en offrant de bonnes conditions de travail», estime-t-elle. Et d'espérer que les négociations avec les Etats-Unis aboutiront à une réduction des droits de douane.



«Cela fait plus de deux ans que les chiffres d'affaires sont en baisse»

Martin Hirzel



L'industrie tech suisse a déjà perdu plus de 3000 postes de travail entre mars et juin. KEYSTONE

Pour Martin Hirzel, il est tout aussi impératif de réduire la bureaucratie. Swissmem exige ainsi un assouplissement de la loi sur le matériel de guerre, tout en se défendant de vouloir affaiblir la neutralité suisse. Le Parlement fédéral se prononcera prochainement sur ce sujet.

En attendant, les exportations d'armes ont bondi au premier semestre de cette année à 358 millions de francs, soit une progression de plus de 20% sur un an. L'Allemagne est le plus gros client avec près de 160 millions de francs, suivie par les Etats-Unis avec plus de 50 millions. I